

Appel à la dissolution du Collectif Palestine Vaincra

NGO Monitor

mars 03, 2021

Monsieur le Ministre de l'Intérieur,

Monsieur le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice,

Madame la Ministre déléguée auprès du Ministre de l'Intérieur, en charge de la Citoyenneté,

Nous prenons attache avec vous **afin d'attirer vivement votre attention sur un collectif « antisioniste » associé à une organisation nouvellement désignée comme terroriste par l'État d'Israël ayant pignon sur rue en France : le Collectif Palestine Vaincra.**

En effet, le 21 février dernier **le Premier ministre d'alternance et ministre de la Défense israélien Benny Gantz a signé une déclaration désignant Samidoun, un « réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens » comme organisation terroriste, l'identifiant comme partie intégrante du Front Populaire pour la Libération de la Palestine (FPLP), une organisation terroriste désignée comme telle par l'Union européenne, les États-Unis, le Canada et Israël.**

L'ordre de désignation associe également le site internet du groupe français antisioniste, Collectif Palestine Vaincra (palestinevaincra.com) à l'organisation nouvellement désignée.

Selon le communiqué du Ministère de la Défense israélien, « l'objectif officiel de Samidoun est d'assister les prisonniers palestiniens dans leur lutte pour être libérés de prison. **Cependant, dans la pratique, il sert de façade pour le FPLP à l'étranger. L'organisation joue également un rôle important dans les efforts de propagande anti-israélienne du FPLP, la collecte de fonds et le recrutement d'activistes [au profit du FPLP]. Ces activités complètent la lutte terroriste armée et violente que le FPLP engage contre Israël ».**

Je vous invite à prendre connaissance de la note complète et sourcée ci-joint¹ détaillant l'ensemble des raisons pour lesquelles nous appelons à la dissolution dudit collectif :

- **Appel à la destruction de l'État d'Israël via la promotion d'un « antisionisme » haineux et donc d'un antisémitisme tout aussi virulent au regard de la définition de travail de l'antisémitisme élaborée par l'IHRA (International Holocaust Remembrance Alliance) sur le nouveau visage de l'antisémitisme endossée officiellement par la France lors du discours du Président de la République le 20 février 2019.**
- **Appel au boycott total de l'État d'Israël en support de la campagne BDS en France, qui est pourtant illégale, notamment grâce à des actions coup de poing.**
- **En parallèle, le collectif mène campagnes très actives pour la libération de terroristes pourtant notamment condamnés par la justice française.**

Voilà Madame et Messieurs les Ministres l'ensemble des éléments que nous tenions à porter à votre bienveillante et vigilante attention au plus vite **afin que ce « collectif » aussi haineux qu'illégal soit dissout au plus vite.**

Nous nous sommes permis de mettre en copie le Président de la République, le Premier Ministre au regard de leurs engagements sans faille contre l'antisémitisme et l'antisionisme, ainsi que des Parlementaires membres des Groupes d'Amitiés parlementaires France-Israël et du Groupe d'Etudes Antisémitisme à l'Assemblée nationale qui auront, de fait, un intérêt certain à la lecture de cette missive.

Nous vous prions d'agréer, Madame et Messieurs les Ministres, l'expression de nos respectueuses salutations.

Professeur Gerald.M.Steinberg

Olga Deutsch

Président de NGO Monitor

Vice-Présidente de NGO Monitor

Footnotes

1. [Le site internet d'un collectif français antisioniste associé à une organisation nouvellement désignée comme terroriste par Israël](#) ↩